

PRISE DE PAROLE INTERSYNDICALE

JEUDI 13 JANVIER 2022

FO

Le Ministre Blanquer sera jugé pour les choix qu'il a faits durant la pandémie. Pas un euro n'a été investi pour mettre en place les conditions sanitaires qui auraient permis de garantir la sécurité des élèves et des agent.es face à la menace que représente le Covid-19. Et aujourd'hui, dans les écoles, les collèges et les lycées, c'est le chaos, partout !

Évidemment, il aurait été nécessaire de recruter massivement des professeur·es, des Assistant·es d'Éducation, du personnel médico-social, administratif, des agent·es des collectivités territoriales et des salarié·es OGEC . Bref, de tout mettre en œuvre « quoi qu'il en coûte » pour faire baisser les effectifs par classe et garantir la sécurité de tous et toutes.

Évidemment, Il aurait été nécessaire aussi de fournir aux enseignant·es et aux élèves des équipements de protection individuels.

Pourtant rien de tout cela n'a été fait et c'est à la mise en danger délibérée des personnels et des élèves à laquelle nous assistons aujourd'hui. Pire, le ministre aligne mensonge sur mensonge pour justifier son inaction. A la rentrée 2022, Blanquer supprime encore des centaines de postes dans le public comme dans le privé

SUD Solidaires

Au niveau local, nous avons alerté la Direction départementale de l'éducation dès janvier 2021 à propos des effectifs pléthoriques dans le second degré. Ils dégradent les conditions de travail, et amplifient la propagation du COVID-19. La seule réponse qui nous a été apportée fut l'autosatisfaction du respect des repères académiques des effectifs. C'est scandaleux et irresponsable !

Nous avons réitéré une alerte pour le 1er degré le 31 décembre. la Directrice académique n'a pas daigné apporter de réponse aux inquiétudes des personnels.

Depuis la rentrée de janvier, l'épuisement et l'exaspération de toute la communauté éducative atteignent un niveau inédit. Dans cette situation chaotique, la responsabilité du gouvernement, du ministre, du recteur et de l'inspectrice d'Académie 29 est totale : changements de pied incessants, protocoles intenable et absence de moyens pour assurer le fonctionnement de l'Éducation.

FSU

Malgré une amplification de l'épidémie, l'École ne bénéficie toujours pas de l'organisation protectrice qui serait nécessaire pour assurer la sécurité des élèves, des personnels et de leurs familles. Les personnels de l'Éducation, des collectivités territoriales ne peuvent plus faire leur métier correctement : ils gèrent, dans le flou le plus total, l'incompréhension et parfois la colère des familles, les aller-retours incessants des élèves, la pénurie de remplacements, le manque de tests et la prétendue continuité pédagogique.

Alors qu'une des raisons majeures de la colère est la succession effrénée de modifications des règles découvertes dans les médias, le Premier ministre répond par de nouvelles annonces au JT de 20h.

Les écoles, collèges et lycées doivent fonctionner en toute sécurité. Notre employeur doit se donner les moyens de nous protéger (plutôt que de rendre des millions à Bercy). Au lieu de cela et malgré le raz-de-marée de cette vague de contamination, le gouvernement ne fait qu'alléger le protocole sanitaire pendant que Jean-Michel Blanquer finance un colloque sur le «wokisme» et la soit-disante «cancel culture» sur un fonds réservé du Ministère.

CFDT

Les fédérations de syndicats de l'éducation FSU, CFDT, CGT, FO, SUD-Solidaires, UNSA, réunissant public et privé ont appelé tous les personnels à la grève et à la mobilisation ce jeudi 13 janvier. Nous voulons faire entendre notre colère et obtenir une politique cohérente de protection et de prévention à la hauteur des enjeux sanitaires, scolaires et sociaux. Malgré les dernières sorties du ministre pour nous isoler, nous avons le soutien des parents et de leur fédération.

La mobilisation avec cet arc syndical historiquement large doit contraindre le gouvernement à

CFDT

renforcer le protocole sanitaire et à tenir compte de toutes nos revendications pour la santé et les conditions de travail des personnels et pour la santé et les conditions d'apprentissage des élèves. Nous avons besoin de moyens et de protections pour faire face à la crise en élaborant un protocole viable. Ce protocole doit garantir la sécurité de tou.te.s sans mettre en difficulté les personnels sur la gestion des cas positifs et des cas contacts.

Nous avons un besoin immédiat de moyens humains notamment par le recrutement de personnels sur des postes statutaires entre autres par l'utilisation des listes complémentaires.

SE-UNSA

Pour que le service public d'éducation puisse faire face à la pandémie et ne devienne pas une garderie au service du MEDEF,

nous exigeons la priorisation de l'activité avec le report de tout ce qui n'est pas essentiel à la gestion de crise (réunions, rédactions de projets, formations, enquêtes, contrôle de l'enseignement dans la famille,...),

nous exigeons la suppression du caractère obligatoire des évaluations de mi-CP qui ne font pas sens dans un contexte très perturbé.

nous exigeons la suspension immédiate des 108h et notamment des APC, la gestion de l'administratif liée au Covid19 et à la charge des enseignant-es est déjà bien trop lourde.

nous exigeons l'annulation des évaluations d'EPL et d'écoles programmées dans la période (phase d'auto-évaluation comme phase d'évaluation externe) ;

nous exigeons l'annulation du test Evalang en 3è : évaluer l'anglais acquis ces deux années de pandémie n'a pas de sens.

Nous exigeons le report des épreuves de spécialités de terminale du mois de mars au mois de juin ;

Nous exigeons le report des évaluations DEPP, comme celle du panel 21 en petite section, dont le protocole est très chronophage

Nous exigeons le non cumul enseignement en présentiel/distanciel.. Il doit être garanti par le Ministre. Ce dernier doit adresser, en ce sens, une communication officielle claire aux personnels et aux parents.

Nous exigeons la suppression du jour de carence pour tou.tes et la reconnaissance de l'imputabilité au service

Et enfin, nous avons besoin de campagnes de tests préventifs, d'équipements de protection pour les personnels: masques FFP2 et a minima des masques chirurgicaux, de capteurs de CO2 et de purificateurs d'air dans chaque salle de classe et dans tous les locaux qui accueillent du personnel et des élèves.

GGT

Trop, c'est trop ! Entre protocole fantôme et mépris, il est temps de faire entendre au ministre que nos établissements scolaires ne peuvent fonctionner ainsi. Nous ne faisons pas grève contre un virus, mais contre un Ministre qui ment et qui nous méprise ! Face à l'incurie de Jean-Michel Blanquer et consorts continuons et amplifions le mouvement dès demain partout où les personnels le décident. Nous sommes aujourd'hui nombreux-ses et c'est ce qui fait notre force.

FO, la CGT, SUD-Solidaires et la FSU appellent d'ores et déjà à rejoindre la grève interprofessionnelle pour nos salaires le 27 janvier prochain. D'autres organisations syndicales sont appelées à nous rejoindre. Rappelons aussi qu'une journée administration morte est prévue demain dans les établissements pour soutenir nos collègues gestionnaires d'EPL, malmenés par le projet de loi 3DS

Notre manifestation sera suivie d'une assemblée des personnels, autour d'un café, aux halles Saint Martin. Ce sera l'occasion de faire un état des lieux de la situation des écoles et établissements, et de discuter des suites à donner à notre mouvement.

